

Intervention de Lise BOUVERET pour le Groupe CGT Plénière du 5 octobre 2010

Projet de rapport «agir aujourd'hui pour préparer demain»

Le projet qui nous est soumis aujourd'hui « agir aujourd'hui pour préparer demain » nous laisse sur notre faim quant aux perspectives qu'il pourrait ouvrir pour construire une stratégie lisible, partagée et pilotée pour Rhône-Alpes. La responsabilité n'en revient pas au groupe lui-même qui a tenté d'aborder tous les domaines, mais aux acteurs et décideurs auditionnés dont le champ de vision a paru se limiter à l'horizon borné par les crises et les réformes en cours.

Certes, nous vivons la crise la plus grave qu'ait connu l'économie mondiale depuis des décennies. Une pression s'exerce en permanence sur l'emploi et tous les éléments de valorisation du travail : les salaires, la protection sociale, les minima sociaux. Les Etats ont déréglementé les normes sociales pour précariser l'emploi et flexibiliser le travail salarié, exigeant que la vie humaine s'adapte à la rapidité des mouvements de capitaux. La calamiteuse réforme des retraites que le gouvernement persiste à nous imposer, le budget d'austérité 2011, la réforme des collectivités territoriales sont les effets dans notre pays de ces choix libéraux.

Mais, il semble qu'on approche les limites de ce que les peuples peuvent supporter.

La semaine dernière, les syndicats de très nombreux pays européens avaient décidé d'ouvrir des perspectives d'avenir en disant « non à l'austérité ! Priorité à la croissance et à l'emploi ! Nous avons dit ensemble le 29 septembre qu'un projet européen de développement était nécessaire : des plans d'austérité répondant aux injonctions des agences de notation ne font pas une politique économique. Pour se projeter dans l'avenir, l'Europe a besoin d'une politique industrielle et d'emplois de qualité, et donc d'une politique de croissance. Il faut trouver des moyens de financement, les investissements sont une question clé pour l'avenir : on a besoin de créer des emplois pour maintenir et développer le niveau de prestation sociale. Il faut taxer les transactions financières pour rééquilibrer la redistribution des richesses.

Parmi les leviers possibles pour Rhône-Alpes traités dans le rapport sont évoqués les Etats-Généraux de l'Industrie. Le travail réalisé par l'ensemble des acteurs à cette occasion devrait se poursuivre, il a été décidé au plan national de décliner par filière les actions à entreprendre. Dans notre région, la filière automobile fera l'objet d'initiatives en territoires. Par ailleurs, les suites du Grenelle de l'environnement et les plans de réchauffement climatique devront, également être réfléchis dans les régions. C'est là une piste sérieuse pour travailler en prospective à une adaptation de l'industrie automobile, mais cela concerne, bien sûr d'autres secteurs d'activités. Cela mérite un vrai débat social pour lequel nous sommes disponibles. Elargir le champ de la négociation et du dialogue social constitue aussi une orientation d'un travail prospectif fructueux : l'innovation est aussi possible dans le champ social. Nous travaillons à la concrétisation du projet de comité inter-entreprise, acté dans les conclusions régionales des Etats-Généraux de l'Industrie.

Le travail, sa reconnaissance par sa juste rémunération et par de bonnes conditions de sa réalisation est l'élément déterminant d'une politique économique et sociale, c'est pourquoi nous attachons une importance particulière au statut du salarié construit autour d'une sécurité sociale professionnelle, notion que certains ont tenté de dévoyer pour introduire plus de flexibilité.

La sécurité sociale professionnelle, c'est la garantie que tous les salariés ont droit à la sécurité de leur contrat de travail, de leur salaire, de leur progression de carrière, de l'accès à la formation tout au long de leur vie professionnelle. C'est l'inverse de la flexibilité, de la précarité, de la mobilité imposée, les nouvelles formes d'emplois qui se développent visant à sécuriser les profits en faisant les salariés les variables d'ajustement.

Avoir des salariés sécurisés, qualifiés et adaptés aux évolutions, c'est aussi une perspective d'avenir durable pour l'entreprise.

Les plus concernés par ces perspectives sont, selon nous, les jeunes : le taux de chômage des moins de 25 ans est, en France l'un des plus élevés d'Europe. Depuis des années, dispositifs et mesures spécifiques, contrats aidés en tous genres n'ont pas modifié la situation. Nos jeunes, même diplômés ont intégré l'idée qu'ils doivent commencer leur vie professionnelle par de l'intérim, des stages, des petits boulots, des CDD, de la précarité. Les missions locales ont accueilli en Rhône-Alpes en 2009 115000 jeunes, soit une augmentation de 7% en un an.

Notons au passage que reculer l'âge de la retraite de 2 ans, c'est se priver d'un potentiel de 1 millions d'emplois disponibles...

En réfléchissant sur la démographie de notre région, nous nous sommes largement et à juste titre intéressés aux questions du vieillissement de la population. Les pouvoirs publics tentent -avec difficultés- de maintenir les seniors au travail.

Mais il y a urgence pour la jeunesse ! Les jeunes ont besoins d'emplois durables, l'industrie et les services de notre région ont besoin de qualifications et de compétences. Les jeunes sont motivés par les emplois du développement durable. Le Conseil Régional a la compétence de la formation professionnelle et de l'emploi, la formation des jeunes relève de la responsabilité sociale de l'entreprise, l'embauche de jeunes en CDI pourrait devenir un critère d'attribution des aides de la Région....

Nous proposons l'emploi des jeunes comme une piste de réflexion prospective.